

vendredi, 14 mars 2014 05:14

Jordanie : le Parlement réclame l'expulsion de l'ambassadeur israélien

IRIB- En Jordanie, la colère couve, depuis l'assassinat du juge Zu'ayter, il y a quelques jours.

Le parlement jordanien réclame l'expulsion de l'ambassadeur sioniste, et les Jordaniens sont descendus, massivement, dans la rue, pour réclamer la fin de l'accord de Wadi Araba, qui a officialisé la soumission de la Jordanie à l'occupant sioniste. Un Palestino-Jordanien, juge de son état, a été tué, lundi matin, par des soldats israéliens, à la frontière entre la Cisjordanie et la Jordanie, un incident condamné par l'Autorité palestinienne et la Jordanie, qui ont exigé l'ouverture d'une enquête. La Chambre basse de Jordanie a demandé, mercredi, au gouvernement, de renvoyer l'ambassadeur israélien, à Amman, et de rappeler son ambassadeur jordanien, dans les territoires occupés, en signe de protestation contre le meurtre d'un juge jordanien, par des soldats israéliens. La Chambre basse a fait savoir que si le gouvernement ne parvenait pas à faire respecter sa demande, lors de la prochaine session de mardi, elle voterait une motion de censure, à l'égard du gouvernement, contre le Premier ministre Abdullah Ensour. Plus tôt, mardi, le Premier ministre jordanien a accusé Tel-Aviv d'être responsable du meurtre de M. Zeiter, le bureau du Premier ministre sioniste ayant fait savoir qu'il regrettait la mort du juge. Dans le même temps, le ministre jordanien des Affaires étrangères a convoqué, également, le chargé d'affaires du régime sioniste. Cependant, l'opinion publique jordanienne considère les mesures prises par le gouvernement, comme une manière de détourner l'attention, l'accusant de tarder à prendre des décisions sérieuses contre le régime sioniste. Cette approche du gouvernement jordanien a accentué les protestations du peuple et l'intensification des tensions entre le Parlement et le gouvernement. L'incident a provoqué des protestations, en Jordanie, les manifestants allant jusqu'à appeler à l'annulation de l'accord de paix de 1994 entre la Jordanie et le régime sioniste. Une majorité des députés jordaniens a voté, mercredi 26 février, en faveur de l'expulsion de l'ambassadeur du régime sioniste du royaume, en réaction à un débat au Parlement du régime sioniste concernant la souveraineté de Tel-Aviv sur l'esplanade des Mosquées à Qods. La Knesset avait débattu, la veille, d'une motion très polémique, prévoyant «l'application de la souveraineté israélienne», sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'Islam. Des députés jordaniens avaient, déjà, réclamé l'annulation du traité de paix, signé en 1994, entre la Jordanie et le régime sioniste. Dans ce droit fil, le Front Amal islamique de la Jordanie insiste sur la rupture des relations diplomatiques et la cessation de la normalisation des relations entre le régime sioniste et la Jordanie. Cette demande d'un parti politique jordanien fait preuve de l'indignation et du rejet accru des Jordaniens envers le régime sioniste.

